



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

programmes

Question écrite n° 59663

Texte de la question

Mme Claude Darciaux souhaiterait attirer l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'avant-projet de loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Les professeurs de biologie, géologie s'inquiètent de voir les filières scientifiques désertées ou mal mises en valeur. Deux points leur semblent primordiaux : la possibilité d'accéder à l'enseignement des sciences et vie de la terre dans des groupes restreints d'élèves et le niveau de formation des professeurs. En effet, tous les partenaires de l'éducation - parents, enseignants et professionnels - s'accordent pour considérer que l'appétence et le choix pour les sciences se développent dès le collège. L'enseignement des SVT est fondé sur l'observation du réel et l'expérimentation. Son objet spécifique - le vivant - et son support - la Terre - impliquent des conditions de sécurité et de mise en oeuvre particulières nécessitant des groupes restreints en travaux pratiques à tous les niveaux du collège et du lycée. Aussi, elle souhaiterait savoir si son ministère prévoit de telles mesures, mesures indispensables aux apprentissages méthodologiques et à la pratique de l'expérimentation nécessaire à la formation de tout citoyen et particulièrement de ceux qui se destinent aux carrières scientifiques. De plus, elle aimerait savoir si son ministère approuve la formation des professeurs au niveau du mastère et s'il accepte de placer les concours de recrutement à ce niveau permettant ainsi une équivalence européenne dans le cadre du LMD.

Texte de la réponse

La loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école, adoptée par le Parlement, réaffirme la place dévolue aux enseignements scientifiques dans la formation générale des élèves des collèges et des lycées. Le rapport annexé à la loi prévoit en effet que « la culture humaniste et scientifique », dont les sciences de la vie et de la Terre sont une des parties prenantes, doit faire partie du socle commun de connaissances et de compétences à acquérir à l'issue de la scolarité obligatoire. Au-delà, la nécessité d'attirer plus de jeunes vers des études scientifiques est clairement affirmée puisque, au nombre des objectifs généraux fixés dans ce rapport, l'augmentation de 15 % de la proportion d'étudiants suivant une formation supérieure scientifique, hors formations de santé, a été retenue. La loi n'entend pas remettre en cause, dans ses orientations, les fondements de ces enseignements et notamment les travaux pratiques pédagogiquement justifiés. Par ailleurs l'institution d'un conseil pédagogique dans les collèges et les lycées doit permettre d'apporter une plus grande attention aux conditions d'enseignement des disciplines. En participant à l'élaboration des aspects pédagogiques du projet d'établissement et en veillant à la cohérence et au suivi des enseignements à chaque niveau de la scolarité, cette instance a vocation à promouvoir les pratiques pédagogiques qui favorisent la réussite des élèves. Pour ce qui est des sciences de la vie et de la Terre, ces pratiques devront naturellement s'inscrire dans le respect des contraintes techniques et de sécurité propres à cet enseignement.

Données clés

Auteur : [Mme Claude Darciaux](#)

Circonscription : Côte-d'Or (3^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 59663

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : éducation nationale

Ministère attributaire : éducation nationale

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 8 mars 2005, page 2326

Réponse publiée le : 3 mai 2005, page 4616